

Brochure n° 3309

Convention collective nationale

IDCC : 2272. – **ASSAINISSEMENT ET MAINTENANCE INDUSTRIELLE**

AVENANT N° 23 DU 14 MARS 2011

RELATIF AUX SALAIRES MINIMA ET AUX INDEMNITÉS D'ASTREINTE ET DE REPAS

NOR : ASET1150516M
IDCC : 2272

Les parties conviennent de rappeler à titre de préambule, conformément à la loi du n° 2006-340 du 23 mars 2006 relative à l'égalité salariale entre les femmes et les hommes et à l'accord collectif de branche du 31 mars 2008 sur l'égalité professionnelle entre les hommes et les femmes dans la branche de l'assainissement et de la maintenance industrielle, qu'après examen des documents portant sur la situation comparée des femmes et des hommes par catégorie et par tranche de salaires, il appartient aux entreprises de la branche de corriger progressivement les éventuels écarts constatés dans le cadre de leurs négociations respectives.

I. – Salaires minima à compter du 1^{er} avril 2011

Les parties signataires décident de porter, à compter du 1^{er} avril 2011 et pour une durée de travail mensuelle de 151,67 heures (soit 35 heures par semaine), la valeur du point à 3,556 € et la partie fixe à 799,299 €.

En conséquence, les salaires minima sont fixés comme suit :

Ouvriers, employés

(En euros.)

NIVEAU	ÉCHELON	COEFFICIENT	SALAIRE MINIMUM mensuel (151,67 heures)
I		160	1 368,31
II	1	170	1 403,87
	2	185	1 457,21
III	1	200	1 510,56
	2	210	1 546,12
	3	225	1 599,47
IV	1	260	1 723,94
	2	280	1 795,06

Techniciens et agents de maîtrise

(En euros.)

NIVEAU	ÉCHELON	COEFFICIENT	SALAIRE MINIMUM mensuel (151,67 heures)
IV	1	260	1 723,94
	2	280	1 795,06

NIVEAU	ÉCHELON	COEFFICIENT	SALAIRE MINIMUM mensuel (151,67 heures)
V	1	430	2 328,51
	2	580	2 861,95
VI		760	3 502,09

Cadres

(En euros.)

NIVEAU	ÉCHELON	COEFFICIENT	SALAIRE MINIMUM annuel (151,67 heures)
V	1	430	27 942,09
	2	580	34 343,43
VI		760	42 025,04
VII		1 120	57 388,25
VIII		1 470	72 324,71

II. – Indemnités d’astreinte et indemnités de repas

1. Indemnités d’astreinte

A compter du 1^{er} avril 2011, les indemnités d’astreintes visées à l’article 5.7, paragraphe B, des clauses générales sont fixées comme suit :

- pendant le repos hebdomadaire (habituellement samedi et dimanche) : 57,76 € ;
- pendant les heures non ouvrées de la semaine civile (7 jours) : 105,08 €.

Cette dernière valeur sera majorée de 15 € bruts si un jour férié tombe un jour de la semaine en dehors du repos hebdomadaire.

2. Indemnités de repas

A compter du 1^{er} avril 2011, les indemnités de repas visées à l’article 4 de l’annexe III sont fixées comme suit :

- indemnité repas : 8,25 € ;
- panier de nuit : 5,08 €.

3. Indemnités allouées aux mandataires syndicaux

A compter du 1^{er} avril 2011, les indemnités de remboursement de frais et d’hébergement des mandataires syndicaux visées à l’article 2.5.4 sont fixées comme suit :

- lorsque la réunion paritaire est précédée, la veille, d’une réunion préparatoire syndicale : 99,35 € ;
- lorsqu’elle n’est pas précédée, la veille, d’une réunion préparatoire : 23 €.

III. – Dépôt et extension

Le présent accord fera l’objet d’une demande de dépôt ainsi que d’une demande d’extension conformément aux règles en vigueur.

Fait à Paris, le 14 mars 2011.

Suivent les signatures des organisations ci-après :

Organisation patronale :

FNSA.

Syndicats de salariés :

FGTE CFDT ;

FGT CFTC ;

FNST CGT ;

FNT CGT-FO.